

Perspectives de l'économie tunisienne

Le rapport de suivi de la situation économique de la Tunisie publié par la Banque Mondiale en avril 2022 donne des éclairages fort significatifs sur les grandes vulnérabilités qui pèsent sur l'économie tunisienne et les enjeux qui se posent en matière d'augmentation des déficits budgétaires et des besoins de financement.

C'est pourquoi, nous publions dans ce qui suit, en tant qu'article de référence du mois d'octobre 2022 du Forum Ibn Khaldoun, ce rapport qui allie la concision avec la richesse de l'analyse de la situation socio-économique présente et future du pays, et constitue, partant, un excellent exposé des motifs sur la grande urgence que revêtent le processus de restructuration et de réformes structurelles afin de dopper la reprise économique sur des bases inclusives et rétablir les fondamentaux macro-économiques sur des bases durables.

Rapport de suivi de la situation économique de la Tunisie

Banque mondiale (avril 2022)

Les perspectives économiques de la Tunisie restent hautement incertaines. La reprise économique a été relativement modeste en 2021. Les problèmes de viabilité de la dette sont restés aigus en raison de l'augmentation des déficits budgétaires et des besoins de financement. En tant qu'importateur net d'énergie et de céréales, la Tunisie est vulnérable aux flambées des prix mondiaux des produits de base. Pour accélérer la reprise et préserver la stabilité macroéconomique, des réformes structurelles doivent être mises en œuvre au plus tôt

Faits marquants et défis

Une décennie après la révolution, la Tunisie est confrontée à des difficultés grandissantes sur le plan économique. En raison des lenteurs dans la mise en œuvre des réformes, le pays reste relativement fermé à l'investissement et aux échanges commerciaux et est mal équipé pour tirer profit des possibilités offertes par l'économie mondiale. Alors que la croissance et la création d'emplois par le secteur privé ont stagné pendant les dix dernières années, l'État a continué d'intervenir en tant qu'employeur de dernier ressort et stabilisateur des prix grâce à des subventions. Cette démarche a entraîné une détérioration de la situation budgétaire sous l'effet de la masse salariale importante du secteur public, de l'augmentation des subventions énergétiques et alimentaires et des résultats insatisfaisants des entreprises publiques. Ces faiblesses ont été exacerbées par la pandémie de COVID-19.

Les perspectives de croissance de la Tunisie reposent essentiellement sur des réformes structurelles rapides et décisives visant à remédier aux distorsions économiques et aux pressions budgétaires. Le gouvernement entend promouvoir certaines réformes essentielles, notamment (1) l'élimination des autorisations et permis d'entrée des entreprises sur le marché, (2) la réduction des subventions à la consommation en compensant les catégories sociales les moins favorisées, (3) l'amélioration des résultats des entreprises publiques ; et (4) la diminution de la masse salariale du secteur public.

Des progrès doivent être accomplis dans ces domaines pour stabiliser la situation macroéconomique et convenir d'un nouveau programme avec le FMI, lequel est indispensable pour mobiliser des financements multilatéraux et bilatéraux et regagner l'accès aux marchés financiers internationaux.

Évolutions récentes

Selon les estimations, le PIB a augmenté de 2,9 % en 2021, les restrictions à la circulation imposées à travers le pays ayant été assouplies à la faveur de la maîtrise de la propagation de la COVID-19 dès le second semestre de l'année et de l'accroissement de la couverture vaccinale. La reprise économique a été relativement modeste, compte tenu de la forte contraction du PIB en 2020 qui, à 9,2 %, a été la plus forte de la région MENA. Les principaux déterminants de cette modeste reprise sont notamment la dépendance relative de l'économie à l'égard du tourisme, l'espace budgétaire limité et l'environnement économique difficile, notamment les restrictions à l'investissement et la concurrence.

Les résultats sur le marché du travail restent limités. Le taux de chômage déjà élevé a atteint 18,4 % au 3e trimestre 2021, conjugué à une légère diminution de l'activité sur le marché du travail. Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes, les femmes et dans l'ouest du pays.

Selon les estimations, le déficit courant a rétréci pour atteindre 7,7 % du PIB en 2021, contre 9,4 % en 2020. L'accroissement des dépenses du fait de l'augmentation des subventions (en particulier dans le secteur de l'énergie) et de la hausse des salaires dans la fonction publique a été plus que compensé par le raffermissement des recettes, principalement celles issues des impôts indirects. Le déficit a été financé à la fois par le refinancement et la monétisation de la dette. La dette publique a progressé à 84 % du PIB. Le déficit courant s'est légèrement creusé en 2021, pour s'établir à 6,5 % du PIB, alors qu'il était de 6,1 % du PIB en 2020. Cette détérioration s'explique par un déficit commercial plus prononcé, les importations ayant augmenté plus que les exportations. Le déficit commercial est néanmoins compensé par une progression de 28 % du revenu primaire (principalement des envois de fonds). La forte progression des importations est portée par la croissance de la demande intérieure liée à l'augmentation des dépenses publiques et des exportations.

Perspectives

Selon les projections, le taux de croissance devrait atteindre 3 % en 2022, à la faveur d'une reprise progressive de l'économie mondiale après la pandémie. Cependant, ce taux ne devrait pas encore permettre à la production de retrouver ses niveaux de 2019, avant la pandémie. La croissance devrait à terme gagner du terrain, mais elle resterait modeste à moyen terme, autour de 3,5 % par an, en raison des faiblesses structurelles préexistantes ainsi que des conséquences économiques et de l'incertitude entourant l'invasion russe de l'Ukraine et les sanctions connexes.

Les finances publiques et le compte extérieur de la Tunisie resteront précaires en l'absence d'un programme avec le FMI et dans un contexte mondial incertain. Selon les projections, le déficit

courant devrait s'alourdir sensiblement pour atteindre 7,6 % du PIB en 2022, sous l'effet de la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Malgré quelques efforts d'assainissement des finances publiques — dont deux cycles d'augmentation des prix des carburants en février et mars 2022 —, le déficit budgétaire resterait élevé à 6,1 % du PIB en 2022, selon les projections. Les besoins bruts de financement public sont projetés autour de 20 milliards de dinars tunisiens en 2022 (6,9 milliards de dollars ou 14,7 % du PIB), la moitié étant destinée à l'amortissement de la dette extérieure. Les pressions inflationnistes alimentées par la hausse des prix des produits de base freineront davantage la monétisation de la dette.

Les conséquences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les sanctions connexes présentent des risques de dégradation importants pour l'économie tunisienne. En tant qu'importateur net de produits de base, la Tunisie devrait souffrir des pressions supplémentaires exercées par la hausse continue des prix de l'énergie et des denrées alimentaires sur son compte extérieur en raison du renchérissement des factures d'importation, tandis que l'augmentation des subventions pourrait grever lourdement sa marge de manœuvre budgétaire. En effet, les subventions à l'énergie augmenteraient de 3,9 % du PIB si le prix moyen du pétrole montait à 115 dollars le baril en 2022, comme au lendemain de l'invasion russe. Et les subventions céréalières monteraient à 0,2 % du PIB si les prix du blé étaient rehaussés de 20 % par rapport à leurs niveaux de novembre 2021.

Le taux de pauvreté devrait atteindre 3,4 % en 2022 et 3,1 % en 2023 si l'on utilise le seuil de 3,2 dollars (PPA de 2011). La proportion des personnes pauvres et vulnérables au seuil de 5,5 dollars (PPA de 2011) devrait diminuer, passant de 18,9 % en 2022 à 17,7 % en 2023, mais ne devrait pas retrouver ses niveaux d'avant la crise avant 2024.

Le tableau suivant récapitule les données réelles relatives aux années 2019-2021 et celles projetées pour les années 2023 et 2024

Indicateurs macroéconomiques, de pauvreté et de GES	2019	2020	2021e	2022p	2023p	2024p
Croissance du PIB réel aux prix constants du marché	1.4	-9.2	2.9	3.0	3.5	3.3
Croissance PIB réel aux prix constants (couts de facteurs)	1.5	-9.8	3.0	3.1	3.5	3.3
-Agriculture	5.7	0.4	-5.4	-4.6	4.0	4.0
-Industrie	-1.4	-9.3	7.5	8.5	3.5	3.2
-Services	2.1	-11.4	2.6	2.0	3.5	3.2
Consommation privée	2.3	-5.1	2.0	3.0	4.5	4.0
Consommation publique	2.4	-5.3	1.9	3.5	1.3	1.6
Formation Brute de Capital Fixe	0.5	-28.7	1.7	6.3	4.1	4.8
Exportations de biens et services	-4.1	-20.4	10.3	5.9	8.0	8.0
Importations de biens et services	-6.9	-19.3	8.0	7.7	9.0	9.0
Inflation (indice des prix à la consommation)	6.7	5.6	6.5	6.5	6.5	6.0
Solde courant (en % du PIB)	-8.1	-6.1	-6.5	-7.6	-7.2	-6.9
Dette publique (en % du PIB)	67.9	79.5	84.5	84.2	90.6	91.0

<i>Solde budgétaire (en % du PIB)</i>	-2.9	-9.4	-7.7	-6.3	-5.6	-3.9
<i>Solde primaire (en % du PIB)</i>	-0.4	-5.8	-4.7	-3.1	-2.5	-0.6
<i>Taux de pauvreté seuil international (1.9\$ PPA 2011)</i>	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2
<i>Taux de pauvreté seuil pays à revenu (3.2 \$ PPA 2011)¹</i>	2.9	3.7	3.5	3.4	3.1	3.0
<i>Taux de pauvreté seuil pays à revenu (5.5 \$ PPA2011)²</i>	16.6	20.1	19.5	18.9	17.7	17.0
<i>Croissance des émissions de Gaz à Effet de Serre(GES)</i>	0.7	-8.5	-0.3	3.3	2.1	1.9
<i>Emissions Gaz à Effet de Serre liées à l'énergie (en% du total)</i>	73.0	71.7	71.2	71.5	71.5	71.5

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 5 octobre 2022

¹ Seuils des pays à revenu intermédiaire tranche inférieure qui concernent les pays ayant un Revenu National Brut par habitant entre 1 036 dollars us et 4 045 dollars us (selon la classification de la Banque Mondiale 2020-2021) ; sachant que le RNB par habitant de la Tunisie est 3 230 dollars en 2020

² Seuils des pays à revenu intermédiaire tranche supérieure qui concernent les pays ayant un Revenu National Brut par habitant entre 4 046 dollars us et 12 535 dollars us (selon la classification de la Banque Mondiale (2020-2021))